

nais comme les prix étaient à la hausse et comme tout indiquait qu'ils continueraient de s'accroître, il m'est impossible de croire qu'on ne pouvait rien. Je comprends très bien que ces deux ministres étaient influencés par les événements de Corée, c'est-à-dire qu'au moment de l'accalmie dans les hostilités à l'automne de 1950, ils ont pensé qu'ils étaient quittes de leurs difficultés, que des mesures énergiques ne s'imposaient pas, et ils ont agi en conséquence.

De nouveau je blâme le ministre du Commerce de ne pas avoir pris les mesures requises. A ce propos, je citerai encore une fois l'économiste américain bien connu, M. Slichter, afin de démontrer que, à son avis, le ministre aurait pu obtenir de très bons résultats s'il avait suivi la ligne de conduite qu'il a préconisée et que nous avons autorisée en lui conférant des pouvoirs spéciaux en septembre dernier. Je cite M. Slichter:

Un bon moyen de décourager la demande de denrées de consommation, et ainsi restreindre l'inflation, c'est d'empêcher l'industrie de fabriquer les marchandises du genre et de la qualité que veulent les consommateurs. Le plafond des prix, comme je l'ai fait remarquer, permet d'atteindre le résultat dans une certaine mesure, même si ce n'est pas son objet. On peut enrayer encore plus efficacement la demande des consommateurs en imposant des restrictions sur l'utilisation des matériaux rares.

Il me semble qu'on n'exagère rien en disant que le Gouvernement a perdu des mois précieux. S'il avait commencé en septembre, nous aurions dit qu'il était lent à se mettre en branle. Mais il n'a pas commencé ce mois-là et il a laissé échapper l'occasion. Je le répète, je crois que l'accalmie sur le front de Corée en est le motif.

Envisageons maintenant les mesures anti-inflationnistes que le ministre nous a signalées. Quel est son plan de campagne? Il y a tout d'abord la restriction du crédit. J'ai déjà dit que cette mesure aurait dû s'appliquer il y a des mois, qu'elle vient plusieurs mois en retard. En effet, le ministre l'a reconnu, car il a dit que ce régime...

...mettra quelques mois à restreindre les achats excessifs et la hausse des prix, mais déjà son influence commence à se faire sentir.

Je l'espère bien. Le ministre ne nous a pas dit que, par suite du retard apporté dans l'application des mesures de réglementation que la Banque du Canada, de par ses fonctions, doit exercer, les banques, en consentant des prêts, ont créé 400 millions de nouveaux fonds au cours de ces mois, et cet argent est entré en concurrence avec les traitements, les salaires et les autres revenus, contribuant ainsi à relever le coût de la vie. En passant, je dois dire qu'il ne faut pas en blâmer les banques à charte. C'est leur affaire de prêter des fonds à des clients dignes

de confiance. Il incombe au Gouvernement, par son mandataire, la Banque du Canada, d'appliquer le programme de restriction. Le mieux qu'on puisse dire du ministre, c'est "mieux vaut tard que jamais".

L'autre arme dont dispose le ministre, comme il nous l'a dit, c'est l'économie. Il a déclaré, non sans une certaine fierté, qu'il avait économisé 35 millions de dollars sur des dépenses non militaires de 2,036 millions.

La *Free Press*, de Winnipeg, a loyalement examiné ce point. Je crois que je vais lui céder la parole, car elle est sans doute moins prévenue que moi.

Après avoir félicité le ministre de son programme de paiement au fur et à mesure, la *Free Press* ajoute:

Mais l'examen des vérités fondamentales de cet exposé budgétaire révèle que le courage du Gouvernement a dépassé son sens de la réalité. De fait, l'exposé budgétaire présente une contradiction. M. Abbott a clairement exposé le problème, mais il n'y a pas fait face. "Deux importants problèmes, a-t-il dit, l'établissement de la paix et l'enrayement de l'inflation, se posent aujourd'hui à l'univers".

La *Free Press* poursuit:

Le budget lui-même n'apporte aucune solution. Sur une dépense globale de 3,700 millions, les charges imputables à la défense atteignent 1,662 millions. Rien à redire à ces charges visant l'établissement de la paix. Le solde, soit 2,036 millions, ira au second des deux grands problèmes dont a fait état M. Abbott, l'enrayement de l'inflation. Cette forte dépense couvre des besoins étrangers à la défense, c'est-à-dire divers services de l'État. On peut se faire une idée de son ampleur en la rapprochant du chiffre correspondant pour l'année 1945-1946, la première année de paix; il était de 1,062 millions.

La *Free Press*, dans le même éditorial, dit encore:

M. Abbott a beaucoup parlé d'économie. Cependant, sur un total de 2,036 millions, le Gouvernement ne réalise qu'une économie de 35 millions; en somme, c'est un échec complet... Pour l'instant, le Gouvernement veut éviter de faire un choix et continuer à répondre aux exigences du temps de paix et du temps de guerre. Les résultats sont évidents. L'indice du coût de la vie se rapproche de 180... Au lieu de faire un choix, le Gouvernement, dans le présent budget, tempore, dans l'espoir qu'une fiscalité plus lourde et d'autres mesures arrêteront les forces inflationnistes... mais il demeure qu'aucun gouvernement ne peut continuer à jeter de l'huile sur le feu d'une main tout en cherchant à contenir les flammes de l'autre main.

Pour ce qui est de ces 35 millions de dollars, j'affirme que si l'on tient compte des crédits supplémentaires, l'épargne de 35 millions disparaît, je le crains, et devient une dépense que j'estime bien plus considérable.

En fait, le ministre des Finances (M. Abbott) n'a pas été astreint à l'économie. Nous lui avons permis de prélever assez d'argent pour s'aplanir les difficultés. Nous avons autorisé des excédents sans exiger le